

La Nouvelle-Écosse a besoin de cette usine et, comme je le disais tantôt, malgré les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés, je crois que le gouvernement est sage de prendre cette décision en vue de favoriser, dans la mesure du possible, la réorganisation de cette usine et sa mise en exploitation. Il va sans dire que ce programme stimulera l'économie de la Nouvelle-Écosse et celle du Canada tout entier.

LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

DÉPÔT DU RAPPORT SUR LE FER-BLANC

M. Paul Langlois (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter le rapport de la Commission des prix et des revenus sur le fer-blanc, dans les deux langues officielles.

LA LOI SUR LES PÊCHERIES

MODIFICATIONS VISANT LE TEMPS PROHIBÉ,
LE DÉPÔT DE DÉCHETS, LES PLANTES
AQUATIQUES, ETC.

[Traduction]

L'hon. Donald S. Macdonald (au nom du ministre des Pêches et des Forêts) demande à présenter le bill n° C-204, tendant à modifier la loi sur les pêcheries.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

• (11.20 a.m.)

QUESTIONS ORALES

L'AGRICULTURE

LES ARRANGEMENTS ENTRE CULTIVATEURS
ET CRÉANCIERS—L'APPLICATION DE LA LOI

M. G. W. Baldwin (Peace River): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre de l'Agriculture. Elle a trait aux perspectives peu reluisantes de l'agriculture de l'Ouest et au fait que le gouvernement d'Ottawa ne semble pas saisir l'ampleur des problèmes de la région. Vu la compétence incontestée du gouvernement dans ce domaine, le ministre reviendra-t-il sur sa décision afin d'enjoindre à ceux qui sont chargés d'appliquer la loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers d'aider ces agriculteurs à respecter les échéances, ou de faire le nécessaire à cette fin, pour éviter aux cultivateurs les saisies et les poursuites judiciaires?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, tout en rejetant le

préambule de la question, je veux de nouveau informer le député que faire jouer certaines dispositions de la loi sur les arrangements entre cultivateurs et créanciers, comme il le réclame, ne serait d'aucun avantage aux agriculteurs à moins que les taux d'intérêt ne baissent considérablement. Ni le député ni moi-même ne pouvons prédire avec certitude que cela se produira sur le marché dans un avenir très proche.

M. Baldwin: Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire. Je me permets de dire au ministre qu'il n'a, de toute évidence, pas compris ma question. Ce n'est, bien sûr, pas des taux d'intérêt que je veux parler, mais d'une exonération générale quant à la forclusion des dettes. Le gouvernement compte-t-il faire à ce sujet quelque chose en faveur des cultivateurs de l'Ouest du Canada?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, j'ai signalé maintes fois à la Chambre ce que nous faisons. Et un certain nombre de cultivateurs m'ont fait savoir que ces mesures se révélaient réellement efficaces.

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, comme le ministre et d'autres porte-parole du gouvernement ont, de temps à autre, évoqué l'intention du gouvernement d'annoncer un programme de rajustement de base, le ministre pourrait-il dire à la Chambre quand il pense être en mesure d'annoncer ce programme? De plus, en ce qui concerne la question que le député de Peace River lui a posée, pourrait-il dire s'il songe à un programme visant la consolidation des dettes?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne les programmes de rajustement de base, les députés d'en face se rendront compte, je pense, qu'un certain nombre d'initiatives que nous prenons reviennent à cela. Certains ne les approuvent pas toutes, mais cela ne change rien au fait que ces initiatives tendent à résoudre ces problèmes. En ce qui concerne le programme de rajustement des dettes, le député se rend compte, j'en suis sûr, que cette question relève plus des provinces que du gouvernement fédéral.

M. Baldwin: Bêtises que tout cela.

L'hon. M. Olson: Dans la mesure où nous pouvons agir aux termes des dispositions de la loi sur le crédit agricole et des autres lois appliquées par le gouvernement, notre action a été très utile dans cette situation difficile.

M. Baldwin: Tout comme un croque-mort.

M. Burton: Monsieur l'Orateur, comme le ministre d'État a bien précisé que le pro-